Réunion des Hautes parties contractantes de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC/CCW)
(Genève, 23 novembre 2017)

Intervention de Mme Alice GUITTON
Ambassadeur, Représentant permanent de la France
auprès de la Conférence du Désarmement
Chef de la délégation française

au nom de
l'Australie, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Finlande, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la France

« Finances de la CCW »

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Australie, de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de la Finlande, de l'Italie, du Japon, du Mexique, des Pays-Bas, de la Suisse, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de mon pays, la France.

Monsieur le président,

Nous souhaitons souligner la gravité des difficultés financières de la CCAC. Comme nous le savons tous, un certain nombre de réunions n'ont pas pu se tenir en 2017, faute de financement, et les perspectives d'avenir ne sont pas meilleures.
Dans ce contexte, nous apprécions grandement et saluons les efforts déployés par le président, tel que mandaté lors de la dernière conférence d'examen de la Convention. Vous avez mené un processus inclusif et transparent, qui a abouti à la proposition actuelle que nous saluons et soutenons.

Les problèmes financiers mettent en péril l'avancement de nos travaux et la crédibilité de la Convention dans son ensemble et doivent être réglés dès maintenant. Le GGE de la semaine dernière a montré qu'il y a des questions importantes telles que les systèmes d'armes létaux autonomes qui nécessitent un travail approfondi et, pour ce faire, les réunions planifiées doivent se tenir.

Les États sont tenus de payer à l'avance afin de permettre aux réunions d'avoir lieu. Cela fait partie du système actuel qui a été conçu et adopté par les États membres, y compris l'utilisation d'UMOJA et des IPSAS pour le financement de l'ONU. UMOJA et les normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ont été introduits pour accroître la transparence et la pérennité du système financier des Nations Unies. Leur introduction n'est pas la raison pour laquelle notre travail a été suspendu.

Les problèmes financiers sont étroitement liés à l'accumulation de non-paiements ou d'arriérés structurels. Nous demandons donc aux États de veiller à ce qu'ils paient leurs contributions à temps et en totalité et à ce que les dettes envers la Convention soient réglées dès que possible. Tant qu'il y aura des arriérés, les problèmes financiers persisteront. D'où l'importance de mesures pour remédier spécifiquement à la question des non-paiements.

Nous souhaitons également exprimer notre appréciation pour le travail remarquable de l'Unité d'appui à la mise en œuvre. L'unité d'appui et son personnel fournissent un soutien indispensable à la Convention. Afin de garantir sa continuité, la stabilité financière est essentielle. Nous regrettons que les difficultés financières aient eu des conséquences aussi graves sur l'Unité d'appui et la gestion générale de la Convention.
Nous voudrions donc réitérer le besoin urgent de trouver une solution pour résoudre les problèmes financiers.

En conclusion, Monsieur le Président, nous vous félicitons pour votre travail et nous saluons les mesures proposées dans votre rapport pour faire face à la crise du financement et assurer la viabilité à long terme de la Convention.

Nous continuerons à surveiller la situation financière de la Convention. Nous évaluerons si nous devons envisager des mesures supplémentaires en vue d'une Convention financièrement saine, telles que des mesures visant à résoudre les problèmes de liquidité financière à court terme.

Je vous remercie.

Meeting of the High Contracting Parties to the CCW
(Geneva, 23 November 2017)

Statement by Ms Alice Guitton,
Ambassador and Permanent Representative of France to the Conference on Disarmament
Head of the French Delegation

On behalf of
Australia, Belgium, Canada, Finland, France, Germany, Italy, Japan, Mexico, the Netherlands, Switzerland, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

« Financial situation of the CCW »

Mr chair,

I have the honor of speaking on behalf of Australia, Belgium, Canada, Finland, Germany, Italy, Japan, Mexico, the Netherlands, Switzerland, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and my own country, France.

Mr chair,

We wish to highlight the seriousness of the financial difficulties of the CCW. As we all know, a number of meetings could not take place in 2017, due to a lack of funding, and the prospects for the near future are not promising either.

In this context, we highly appreciate and commend the efforts undertaken by the Chair, as mandated at the last CCW Review Conference. You have led an inclusive and transparent process, which led to the current proposal that we welcome and support.

The financial issues that are endangering the advancement of our work and the credibility of the Convention as a whole, need to be addressed now. Last week's GGE

showed that there are important issues such as LAWS that require in depth work and, for this to happen, planned meetings need to be held.

States are required to pay in advance in order to allow meetings to take place. This is part of the current system that has been devised and agreed to by the Member States, including using UMOJA and IPSAS for UN finances. UMOJA and IPSAS were introduced to increase transparency and sustainability of the UN financial system. Their introduction is not the reason why our work has been put on hold.

The financial problems are closely linked to the accumulation of non-payments, or structural arrears. We therefore call upon States to ensure that they pay on time and in full and that debts to the Convention are settled as soon as possible. As long as there are arrears, financial problems will persist. Hence the importance of measures addressing the issue of non-payments specifically.

We further wish to voice our appreciation for the remarkable work of the Implementation Support Unit. The ISU and its staff provide indispensable support to the convention. To guarantee its continuity, financial stability is essential. We regret that the financial difficulties have had such drastic consequences on the ISU and the general management of the Convention.

We therefore would like to reiterate the urgent need to find a solution to address the financial issues. To conclude, Mr Chair, we commend your work and welcome the measures proposed in your report to address the funding crisis and ensure the long-term sustainability of the Convention.

We will continue to monitor the financial status of the Convention. We will assess whether we may need to consider additional measures with a view to a financially sound Convention, such as measures to address short-term financial liquidity problems.

I thank you.